



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Travaux de téléconduite et équipement des ouvrages
de la Haute-Seine**

**VOIES NAVIGABLES DE France
Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval
Unité territoriale d'itinéraire Seine Amont
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS**

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Développement durable	6
1.4 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	7
2 - Pièces contractuelles	8
3 - Intervenants	8
3.1 - Conduite d'opération.....	8
3.2 - Maîtrise d'œuvre	8
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	8
3.4 - Contrôle technique.....	9
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	9
3.6 - Sous-traitance	9
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	9
5 - Conflit d'intérêt	9
6 - Durée et délais d'exécution.....	10
6.1 - Délai d'exécution	10
6.2 - Modalités d'affermissement	10
6.3 - Délais d'exécution des tranches.....	10
7 - Prix.....	10
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	10
7.2 - Modalités de variation des prix.....	11
7.3 - Dispositions spécifiques aux tranches.....	11
8 - Garanties Financières.....	11
9 - Avance.....	11
10 - Modalités de règlement des comptes.....	12
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels	12
10.2 - Présentation des demandes de paiement	12
10.3 - Délai global de paiement	13
10.4 - Paiement des cotraitants.....	13
10.5 - Paiement des sous-traitants	13
10.6 - Approvisionnement.....	13
10.7 - Réceptions partielles et décompte final	13
10.8 - Suspension des délais de paiement.....	14
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	15
11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	15
11.2 - Implantation des ouvrages.....	15
11.3 - Préparation et coordination des travaux	15
11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	15
11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	15
11.3.3 - Registre de chantier	16
11.4 - Etudes d'exécution	16
11.5 - Installation et organisation du chantier	16
11.5.1 - Installation de chantier.....	16
11.5.2 - Signalisation de chantier	16
11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	16
11.6.1 - Gestion des déchets de chantier.....	16
11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	17

11.6.3 - Documents à fournir après exécution	17
11.7 - Réception	17
11.7.1 Réception des livrables après vérification d'aptitude (VA) et La vérification de service régulier (VSR) par le maitre d'œuvre	17
11.7.2 réception des travaux	19
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	19
13 - Garantie des prestations.....	19
14 - Pénalités	19
14.1 - Pénalités de retard.....	19
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	19
14.3 - Autres pénalités spécifiques.....	19
15 - Assurances	20
16 - Résiliation du contrat.....	20
16.1 - Conditions de résiliation	20
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	21
17 - Règlement des litiges et langues	21
18 - Dérogations	22

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les travaux de téléconduite et d'équipement des ouvrages de la Haute-Seine.

L'opération consiste à équiper en automatisme, vidéo et audio les écluses de Varennes au Coudray ainsi que le PCC des Vives-Eaux en vue de téléconduire les 9 sas d'écluse, les 5 barrages et les 2 passes à poissons.

Lieux d'exécution : Départements de la Seine et Marne et de l'Essonne.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le présent marché relatif aux équipements comporte une tranche ferme (TF) et une tranche optionnelle (T01). La tranche ferme (TF) consiste à équiper le PCC ainsi que les ouvrages des sites de La Cave et Vives Eaux. La tranche optionnelle (T01) consistera à équiper les ouvrages des sites de Varennes, Champagne et du Coudray. La tranche optionnelle pourra être affermée plus tard en un second temps afin de pouvoir exploiter l'ensemble des ouvrages (sas écluses, barrages et passes à poisson) depuis le PCC des Vives Eaux.

<p>Tranche Ferme (TF) Travaux d'équipement pour :</p> <ul style="list-style-type: none">- 3 ouvrages et passe à poissons des Vives-Eaux- Les 3 ouvrages La Cave- le PCC Vives-Eaux	<p>Travaux d'équipement des écluses principales et secondaires de Vives Eaux et de la Cave :</p> <p>Installations :</p> <ul style="list-style-type: none">• Des caméras• Des haut-parleurs• Des interphones <p>Remplacement :</p> <ul style="list-style-type: none">• Des automatismes <p>Modification :</p> <ul style="list-style-type: none">• Des installations vidéo. <p>Travaux d'équipement des barrages de la Cave et des Vives-Eaux et de la passe à poissons des Vives-Eaux.</p> <p>Modification des automatismes pour pilotage à distance depuis le PCC via le protocole OPC UA.</p> <p>Installation de caméras dédiées aux barrages et passes à poissons.</p> <p>Adaptation des programmes des automates et applications des interfaces homme machine.</p> <p>Travaux d'équipement du PCC des Vives-Eaux :</p> <ul style="list-style-type: none">- La prestation comprend le déplacement dans un local provisoire :<ul style="list-style-type: none">• Des pupitres de commande des trois ouvrages,• Des dispositifs de visualisation (vidéo protection),• Du téléphone fax de la cabine,• De la radio VHF,• De l'ensemble du mobilier (déménagement et remise en place des tables, mobilier, copieur, vestiaires, etc) situé dans la cabine.- Les travaux de modification des circuits de distribution électrique (modification TGBT, ajout TGBT, extensions, etc)- Les travaux de modification des automatismes des ouvrages (modifications et ou remplacement complet)
--	--

	<ul style="list-style-type: none"> - modifications des installations vidéo (déplacement et remplacement caméras) - modifications des installations Audio : démontage des HP, ajout des nouveaux - Modification des installations VHF : <p>Communes concernées : Bois-le-Roi, Boissise-le-Roi</p> <p>Département : Seine et Marne (77)</p>
<p>Tranche Optionnelle (TO1) Travaux d'équipement des ouvrages de : - 2 ouvrages de Varennnes, - 3 ouvrages de Champagne-sur- Seine - 3 ouvrages et passe a poison le Coudray</p>	<p>Travaux d'équipement des ouvrages de Varennnes, Champagne-sur-Seine et du Coudray</p> <p>Installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des caméras • Des haut-parleurs • Des interphones <p>Remplacement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des automatismes <p>Modification :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des installations vidéo. <p>Ouvrages concernés : Ecluses principales et secondaires de Champagne et du Coudray. Ecluse principale de Varennnes.</p> <p>Travaux d'équipement des barrages et passes à poissons</p> <p>Modification des automatismes pour pilotage à distance depuis le PCC via le protocole OPC UA.</p> <p>Installation de caméras dédiées aux barrages et passes à poissons.</p> <p>Adaptation des programmes des automate et applications des interface homme machine.</p> <p>Ouvrages concernés : Les barrages de Varennnes, de Champagne-sur-Seine et du Coudray et la passe à poissons du Coudray.</p> <p>Communes concernées : La Grande Paroisse, Champagne-sur-Seine et Morsang-sur-Seine.</p> <p>Département : Essonne (91), Seine et Marne (77)</p>

Des travaux seront réalisés dans le cadre d'un autre marché (marché bâtiment)

Prestations/Travaux	Description
GC, clôtures, aménagement locaux, aménagement du PCC	Adaptation des locaux techniques, Modification des clôtures et ouvrants (sécurisation) Adaptation du GC pour installation des matériels modifications du bâtiment PCC, chauffage, climatisation, protection incendie y compris électricité tertiaire,

1.3 - Développement durable

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

A - S'agissant de la clause sociale

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

1.3.1. - Obligation du titulaire

Pour réaliser ce marché , le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion équivalent à 1h d'insertion par tranche de 5000€ de travaux HT pour des personnes rencontrant des difficultés professionnelles ou sociales particulières en destination de personnes répondant à au moins des critères précédemment cités et validés par la structure locale en charge du suivi de l'opération.

Il leur sera obligatoirement réservé un nombre minimum d'heures de travail (se reporter au nombre d'heures indiqué à l'acte d'engagement).

1.3.2 - Accompagnement de l'action en cours d'exécution

Maison de l'emploi-insertion - Val de Seine- La Rochette
Bâtiment Franklin
Rue Claude Bernard
77000 La Rochette
ou
Maison de l'Essonne
2, avenue Claude Lévi-Strauss
91220 Brétigny-sur-Orge

Est désigné par le maître d'ouvrage pour :

- Définir avec le titulaire le plan d'action de réalisation des actions d'insertion et effectuer les mises en relation nécessaire à la bonne réalisation des objectifs,
- Présenter et valider les candidats correspondants aux critères administratifs définis ci-dessus,
- Valider les heures d'insertion réalisées,
- Fournir les attestations de réalisation des objectifs.

1.3.3. - Contrôle de l'action d'insertion par l'activité économique

Contrôle en cours d'exécution

La comptabilisation des heures d'insertion réalisées débutera à la date de notification du marché au titulaire par la maîtrise d'ouvrage ou à la date de la première embauche si elle intervient après la date de notification.

Les heures de travail comptabilisées au titre de l'insertion professionnelle sont limitées à 12 mois à compter de la date de recrutement de la personne pour le chantier quelque soit la nature du, ou des, contrat de travail.

Dans l'hypothèse où en cours de marché, une ou plusieurs personnes mises à disposition dans le cadre de l'action d'insertion sont embauchées au sein de l'entreprise, le nombre d'heures effectué par le ou les travailleurs, sera décompté, quelque soit le type de contrat de travail, du nombre d'heures devant être obligatoirement exécuté au titre de l'action d'insertion.

A l'expiration du marché, l'entreprise s'engage à étudier toute possibilité d'embauche des personnes en difficulté qui sont intervenues dans le cadre de l'action.

En cours d'exécution du marché, le titulaire adresse un bilan intermédiaire chiffré au plus tard le 20 du mois « m+1 » au maître d'ouvrage, ou son représentant, et à l'interlocuteur désigné à la Maison de l'emploi du territoire de Plaine Commune, qui retranscrit la mise en œuvre de l'action d'insertion ainsi que des éventuelles difficultés rencontrées.

Des bilans intermédiaires pourront en outre être établis lors des réunions de chantiers ou dans le cadre de réunions spécialement prévues à cet effet et organisées par le maître d'ouvrage.

Si des difficultés liées à l'action d'insertion font obstacle à la réalisation du marché dans les délais-fixés, les parties s'engagent à se réunir dans les délais les plus brefs afin de convenir des solutions les plus appropriées à la bonne exécution du marché.

Contrôle en fin d'exécution

Lorsque le marché aura été entièrement exécuté, et préalablement au versement de son solde, le titulaire du marché adressera au maître d'ouvrage les justificatifs attestant du respect du nombre d'heures.

B- S'agissant de la clause environnementale :

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Le titulaire est tenu de produire un Schema Organisationnel d'un Plan de Respect de l'environnement. Le PRE deviendra contractuel après VISA du maître d'œuvre.

1.4 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-4.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 8.2 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-4.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :

les salariés détachés par ses soins,

les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,

ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 12.2.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG - travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF)
- le planning des prestations
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier de Clauses Techniques particulières (CCTP)
- Le Cahier de Clauses Administratives Générales travaux 2021 (CCAG-Travaux)
- Le plan d'assurance qualité (PAQ) après visa du maître d'œuvre lors de la période de préparation
- Le schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement (SOPRE) après visa du maître d'œuvre lors de la période de préparation

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

Le conducteur d'opération ainsi que ses missions seront assurées par VNF/DTBS/UTISA/SMET.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre ainsi que ses missions seront assurées par VNF/UTISA/SMET.

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Le titulaire de la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier sera précisé ultérieurement.

3.4 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

3.6 - Sous-traitance

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, un formulaire DC4 sera annexé au présent acte d'engagement pour chaque sous-traitant et indiquera la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par chaque sous-traitant, son nom et ses conditions de paiement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque formulaire annexé constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder. Le montant indiqué au formulaire DC4 est exprimé hors taxe ; le titulaire doit également préciser dans ce formulaire que la TVA est auto-liquidée.

Chaque formulaire annexé constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

Les documents de consultation sont à la disposition des candidats potentiels mais restent l'entière propriété de VNF. Il est demandé aux candidats et à toute personne téléchargeant le dossier de la consultation d'assurer la confidentialité des informations contenues dans les pièces du DCE. VNF se réserve un droit d'action contre toute utilisation abusive de ces documents.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

Le candidat se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance pendant la consultation. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au candidat le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

5 - Conflit d'intérêt

Le candidat prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution du futur marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs.

Tout conflit d'intérêt pendant la consultation doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le candidat doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Délai d'exécution

Par dérogation aux articles 18.1.1 et 28.1 du CCAG-travaux, la période de préparation de la tranche ferme est de 30 jours calendaires, à compter de la date de notification du marché et la période de préparation de la tranche optionnelle est de 30 jours calendaires à compter de la notification de son affermissement.

L'exécution des travaux débute, pour chaque tranche, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux de la tranche concernée.

Par dérogation à l'article 50.2.1 du CCAG travaux, il n'y a pas de délai maximum pour émettre l'ordre de service de démarrage de l'exécution du marché.

L'ensemble des prestations citées au CCTP (tranche ferme + tranche optionnelle TO1) devront être terminés le 29 novembre 2024 sous réserve que :

- le marché soit notifié avant le 30 novembre 2023
- l'OS de démarrage des travaux de la tranche ferme soit notifié avant le 2 janvier 2024
- l'affermisssement de la tranche optionnelle TO1 soit notifié avant le 4 mars 2024
- l'OS de démarrage des travaux de la tranche optionnelle TO1 soit notifié avant le 4 avril 2024
- tous les composants des automates (hors présent marché) soient fournis avant 29 mars 2024

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

6.2 - Modalités d'affermisssement

La tranche optionnelle sera affermie par ordre de service, décision du pouvoir adjudicateur qui précisera les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service seront notifiés dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG- travaux (article OS).

Les tranches peuvent être affermies simultanément.

6.3 - Délais d'exécution des tranches

Ces délais partent, pour chaque tranche, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations lui incombant.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution des travaux de la tranche ferme. Il est indiqué ci-dessous :

Tranche optionnelle	Délai limite de notification
TO1 : Travaux d'équipement des ouvrages de Varennes, de Champagne-sur-Seine et du Coudray	6 mois

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix sont révisibles.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise des offres, par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG-travaux ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_{n-3} / I_{0-3})$$

Selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- Index (n-3) : valeur de l'index de référence au mois de réalisation des prestations moins 3 mois.
- Index (0-3) : valeur de l'index de référence au mois zéro moins 3 mois.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet du marché est : BT47 - Électricité

Il est publié sur le site de l'INSEE.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

7.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit, ni indemnité d'attente.

8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

Conditions de versement et de remboursement :

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 30,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux sauf pour les prix ci-après liés aux livrables. Les acomptes seront versés mensuellement.

Modalités particulières de règlement: Pour les livrables soumis à vérification MOM, VA, VSR, le cumul des acomptes périodiques est limité à hauteur :

Réception de la MOM de 60 %

20% après VA positive et 20% après VSR positive.

Pour l'ensemble des prix : Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
 - 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
 - 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
 - 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
 - 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
 - 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100034
- Code service : 21USA

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

10.6 - Approvisionnement

Pour l'application de l'article 10.4 du CCAG-Travaux, il est précisé que les approvisionnements (et leurs prix) prévus dans les pièces (financières) du contrat peuvent figurer dans les décomptes mensuels. A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété. Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

10.7 - Réceptions partielles et décompte final

Les modalités de réception sont définies aux articles 11.7.1 et 11.7.2 du présent marché.

Le marché est réceptionné partiellement en 4 fois. Il est réceptionné partiellement à la fin des travaux de la tranche ferme, après les livrables suite à la VSR de la tranche ferme, à la fin des travaux de la tranche optionnelle 1 et après les livrables suite à la VSR de la tranche optionnelle 1.

Après la réception des livrables suite à la VSR de la tranche optionnelle 1 et la levée de toutes les réserves émises lors des réceptions partielles, le titulaire établit le projet de décompte final concurremment avec le projet de situation mensuelle afférente au dernier mois de leur exécution, ou à la place de ce projet, indiquant les quantités totales de prestations réellement exécutées.

L'entrepreneur adresse son projet de décompte final simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Toutefois, par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire ne pourra remettre son projet de décompte final que sous réserve d'avoir remis le DOE dans les conditions prévues au présent CCAP et avoir levé toutes les réserves indiquées au procès-verbal de réception (de toutes les réceptions partielles prévues au présent marché)

Le projet de situation finale, établi par l'entrepreneur, est accepté ou rectifié par la maîtrise d'œuvre et devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'œuvre.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG travaux, le délai pour le représentant du pouvoir adjudicateur pour notifier au titulaire le décompte général après réception du projet de décompte général est porté à 3 mois. Toutefois, si dans ce délai, le maître d'ouvrage a fait parvenir au titulaire une décision motivée refusant la prise en compte et le traitement du projet de décompte général, ce délai ne commencera pas à courir et le Titulaire devra produire de nouveau un projet de décompte final dans les conditions prévues au marché.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG travaux, si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

10.8 - Suspension des délais de paiement

Si du fait du Titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de vérifications ou à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai de paiement est suspendu.

La suspension ne peut intervenir qu'une seule fois et par l'envoi par le Maître d'Ouvrage au Titulaire, huit jours au moins avant l'expiration du délai de paiement, d'une lettre recommandée avec avis de réception postal, lui faisant connaître les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au mandatement et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement.

La suspension débute au jour de réception par le Titulaire de cette lettre recommandée. Elle prend fin au jour de réception par le Maître d'Ouvrage de la lettre recommandée, avec demande d'avis de réception postal envoyée par le Titulaire, comportant la totalité des justifications qui lui ont été réclamées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

Le nouveau délai global de paiement à la fin de la suspension est de 30 jours.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Adresse d'exécution :

Voies Navigables de France - Direction Territoriale Bassin de la Seine
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

11.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

11.3 - Préparation et coordination des travaux

11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG - Travaux, il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours calendaires.

Cette période débute à compter de la date de notification du marché.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 15 jours au plus tard après la notification du marché.

Le maître d'ouvrage doit réaliser les voies et réseaux divers avant l'ouverture du chantier.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 15 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

11.3.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

11.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

11.5 - Installation et organisation du chantier

11.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

11.5.2 - Signalisation de chantier

Sans objet

11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation

en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

11.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit-être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ultime sur les Ouvrages (DIUO).

11.7 - Réception

11.7.1 Réception des livrables après vérification d'aptitude (VA) et La vérification de service régulier (VSR) par le maître d'œuvre

Les prestations suivantes faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications MOM / VA / VSR :

Automatismes

Ref CCTP	N° Prix	Libellé	Description
26.50	2201	adaptation et intégration programme type VNF au sas	Par sas, intégration du programme type, adaptations, modifications
26.52	2203	adaptation et intégration application type VNF SCADA par sas	Par sas et pour l'ensemble des pupitres modifier l'application au site et l'intégrer sur site et dans le SCADA et dans l'IHM locale
26.57	2209	Application SCADA barrages	création d'une application SCADA pour les 5 barrages et 2 passes à poissons

Vidéo

Ref CCTP	N° Prix	Libellé	Description
27.09	10V	Paramétrage	Paramétrage fabricant VMS

Audio

Ref CCTP	N° Prix	Libellé	Description
28.9	1008A	Paramétrage	prestation de paramétrage par le fabricant du système pour mise en service complète et titulaire du marché

Mise en Ordre de Marche (MOM)

Cette phase valide la mise en service, elle a pour but de constater :

- Que toutes les prestations et fournitures sont réellement fournies,
- Que toute la documentation est réellement fournie,
- Que le niveau de fonctionnement du système est suffisamment correct pour permettre au pouvoir adjudicateur de lancer les tests nécessaires à la vérification d'aptitude,
- Que les cahiers de recettes sont réellement fournis, pour permettre au pouvoir adjudicateur de lancer les tests nécessaires à la vérification d'aptitude.

Vérification d'aptitude (VA)

La vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le cahier des charges. La VA démarre à partir de la date de la mise en service. La durée de cette vérification d'aptitude est de 15 jours maximum à compter de la mise en service des fournitures ou prestations. A l'issue de cette période, si la vérification est positive, le pouvoir adjudicateur établit un procès-verbal de constat

d'aptitude et procède ensuite à la vérification de service régulier. Si la vérification d'aptitude est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement, réfaction ou de rejet. La décision d'ajournement invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point dans un délai qu'elle fixe. Le délai de vérification recommence à zéro à compter de la nouvelle livraison des prestations ayant fait l'objet d'un ajournement. Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Vérification de Service Régulier (VSR)

La vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées. La durée des opérations de vérifications de service régulier est de 1 mois maximum. Le service est réputé régulier si :

Automatismes

Ref CCTP	N° Prix	Libellé	Service réputé régulier si:
26.50	2201	adaptation et intégration programme type VNF au sas	20 cycles par sas sont réalisés consécutivement et dans leur intégralité sans intervention de l'opérateur. L'analyse de l'historique des défaut et des commandes fera foi.
26.52	2203	adaptation et intégration application type VNF SCADA par sas	20 cycles par sas sont réalisés consécutivement et dans leur intégralité sans intervention de l'opérateur. L'analyse de l'historique des défaut et des commandes fera foi.
26.57	2209	Application SCADA barrages	Durant une période d'un mois les opérateurs peuvent exploiter les 5 barrages et les deux passes à poissons à distance et en ayant toutes les informations disponibles au PCC, sans avoir recours à des interventions sur site (hors interventions dues à des problèmes mécaniques, hydrauliques et embacles)
Vidéo			
Ref CCTP	N° Prix	Libellé	
27.09	10V	Paramétrage fabricant VMS	Durant une période d'un mois le système vidéo donne satisfaction au niveau de l'affectation dynamique des vidéo aux pupitres et les asservissements des positions des caméras en fonction des cycles d'écluse. Les fiches incident rédigées par les opérateurs seront prises en compte
Audio			
Ref CCTP	N° Prix	Libellé	
28.9	1008 A	Paramétrage	Durant une période d'un mois, les communications radio avec les usagers de la voie d'eau sont bonnes (couverture radio, non chevauchement des canaux, intelligibilité des messages). Pour ce faire, le retour expérience des usagers de la voie d'eau sera pris en compte.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 7 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Si la vérification d'aptitude est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement, réfaction ou de rejet.

La décision d'ajournement invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point dans un délai qu'elle fixe. Le délai de vérification recommence à zéro à compter de la nouvelle livraison des prestations ayant fait l'objet d'un ajournement.

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

11.7.2 réception des travaux

Les modalités de l'article 41 s'appliquent.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

13 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an selon les modalités prévues à l'article 44.1 du CCAG-Travaux et de la garantie de bon fonctionnement des équipements de 2 ans dont les points de départ sont la date de réception des travaux

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison défini à l'article 5 de l'acte d'engagement, est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1000,00 € et lorsque des délais intermédiaires (MOM, VA, VSR) indiqués dans le planning prévisionnel présenté par le titulaire rendu contractuel à la notification du marché sont dépassés, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 200€

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 30 % des tranches affermies

Par dérogation à l'article 19.2.4, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant total du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.3 - Autres pénalités spécifiques

Lors de la période de préparation des pénalités pour manquement sont prévues :

- Concernant la déclaration de la provenance exacte des matériaux et fournitures pour agrément du MOE, la pénalité prévue est de 500€ / jour
- Concernant le retard de transmission, pour approbation du maître d'œuvre du programme d'exécution détaillé des travaux, les notes de calculs, procédures, les plans relatifs à la construction de l'ouvrage, la pénalité prévue est de 500€ / jour
- Pour l'établissement et la remise au maître d'œuvre des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans un délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, la pénalité prévue est de 500 € / jour.

Durant l'exécution du marché:

- En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 500€ par réunion.
- En cas d'infraction aux règles de sécurité dûment constatée par le MOE ou le CSPS une pénalité fixée à 500€ par constat sera appliquée.
- En cas de non-respect des dispositions du PAQ ou du SOPRE, le titulaire encourt une pénalité fixée de 1000€ par infraction constatée.
- En cas d'intervention d'un sous-traitant non déclaré : 1000€ / jour et par sous-traitant
- En cas de constatation du conflit d'intérêt, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500 euros.
- En cas de constatation du non-respect de l'obligation de confidentialité, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500 euros.
- En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions relatives aux obligations en matière de sécurité des travailleurs, une pénalité journalière de 500 € est appliquée, après constatation par le chef de l'UTI Seine Amont ou son représentant habilité et sans mise en demeure préalable, tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.
- Non-respect de la clause sur les intervenants étrangers et les travailleurs détachés. A défaut d'affichage, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 euros pour chaque travailleur détaché sur simple constat et sans mise en demeure préalable pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.
- Cette pénalité ne pourra en aucun cas exonérer le titulaire des poursuites prévues par la législation.

Les pénalités prévues après travaux sont les suivantes :

- Après travaux la pénalité prévue pour non-transmission du DOE ou DIUO dans le délai de 60 jours ouvrés suivant la réception est de 500€/ jour.

Non-respect des clauses sociales

En cas de non respect injustifié par des éléments extérieurs, irrésistibles et imprévisibles pour le titulaire ou l'un de ses sous-traitants, du volume minimum d'heures de travail (se reporter au nombre d'heures indiqué à l'acte d'engagement), l'entreprise titulaire du présent marché sera redevable, après mise en demeure préalable, d'une pénalité égale à 2 fois le SMIC horaire par heures non réalisées.

En cas de refus caractérisé de fournir les renseignements selon la périodicité prévue à l'article 1.3.1, il pourra être fait application d'une pénalité égale à 100 euros par jour calendaire de retard.

Des manquements répétés des prestataires à leurs engagements respectifs d'insertion pourront relever des cas de résiliation prévus à l'article 16 du présent CCAP.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

Les stipulations de l'article 55 du CCAG travaux sont applicables excepté l'article 55.1.2. Par dérogation à l'article 55.1.2, le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire sa décision motivée dans un délai de 90 jours, à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Melun est compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Melun
43 rue du Général De Gaulle
Case Postale 8630
77008 MELUN CEDEX
Tél : 01 60 56 66 30
Télécopie : 01 60 56 66 10

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérécours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal Administratif de Melun
43 rue du Général De Gaulle
Case Postale 8630
77008 MELUN CEDEX
Tél : 01 60 56 66 30

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 6.1 du CCAP déroge aux articles 18.1.1, 28.1 et 50.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.2 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.7 du CCAP déroge aux articles 12.3.2, 12.4.2 et 12.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 17 du CCAP déroge à l'article 55.1.2 du CCAG - Travaux